

ANALYSES - MARS 2019



LA TRANSITION, C'EST PAR/POUR LES RICHES? QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION



FUCID

FORUM UNIVERSITAIRE
POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant.e.s du monde associatif, les citoyen.ne.s du Nord et du Sud et des enseignant.e.s/chercheur.se.s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

Analyses mars 2019

FUCID asbl, Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur

Tél. : +32 (0)81 72 50 88

Fax : +32 (0)81 72 50 90

fucid@unamur.be • www.fucid.be

LA TRANSITION, C'EST PAR/POUR LES RICHES? QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION

Par Emeline De Bouver, chargée de projet à la Fucid et Camille de Monge, chargée de projet à ATD Quart Monde

La transition, est-ce seulement pour et par les riches¹ ? Poser cette question plutôt provocatrice, c'est ouvrir un large chantier qui touche tant aux définitions de la transition et aux discours des transitionneur·se·s qu'à la compréhension de la précarité et de son implication sur la participation. Alors que le terme « transition » est de plus en plus en vogue dans les discours, qu'ils soient citoyens, médiatiques ou politiques, sa signification devient à la fois plus floue et plus large qu'auparavant. La transition sera appréhendée ici dans sa référence aux initiatives locales et citoyennes qui, chacune à leur manière, tentent d'inventer une solution partielle mais conviviale aux défis actuels. L'objectif de cet article est d'identifier, à partir des critiques relatives au caractère « exclusif », voire sectaire, du mouvement de la transition, les défis à relever pour concilier écologie et justice sociale et concilier écologie et émancipation collective. Le postulat développé par ATD que nous soutiendrons dans cet article étant qu'une émancipation collective ne peut être atteinte que si elle n'est pensée avec les plus pauvres².

La transition, c'est POUR les riches ?

Quand les acteur·rice·s associatif·ve·s posent cette question, ils·elles s'interrogent sur l'amplitude de la transition. La transition va-t-elle être uniquement écologique ou également sociale ? La transition va-t-elle améliorer le sort des plus vulnérables ? Quelles conséquences à penser la transition à quelques-uns ? La transition ne nécessite-t-elle pas la participation de tous ? La crainte ou la critique sous-jacente est notamment que la transition soit un moyen de transfor-

1 Le titre de cet article est inspiré d'un événement organisé en 2017 par le P.A.C. et les acteurs des temps présents et d'un événement organisé en 2018 par Vie Esem auquel nous avons participé. Les réflexions de l'article émanent également des premières réflexions d'un groupe de travail Fucid auquel participent des chercheurs de l'Unamur et des acteurs de la transition. C'est dans le cadre de la réunion du 22 janvier de ce groupe de travail que nous avons récolté les remarques de Christine Mahy, directrice du Réseau Wallon de lutte contre la Pauvreté qui parsèment l'article.

2 Roy Axel (2016), Joseph Wresinski: pionnier de *l'empowerment radical made in France* in *Mouvement* N°85 (printemps), pp.87-94.

mation sociale uniquement superficiel, verdissant les abords de nos quartiers sans toucher aux racines de nos crises, sans toucher aux injustices et inégalités³. La crainte est également de reproduire, dans la transition, des rapports de pouvoir qui excluraient une nouvelle fois les plus pauvres de l'activité citoyenne de rêver et construire la société de demain.

La question qui guide cet article invite chaque participant ou initiateur d'un projet de transition à se positionner sur l'objectif de son projet. Quelle place l'idéal de justice sociale y occupe-t-il ? Quel objectif de changement social est visé ?

Si nous sommes au clair avec nos objectifs et qu'il est évident que nous voulons une société écologique ET juste, alors vient directement une question souvent oubliée : est-il possible de penser le changement de société, de penser la transition sans les personnes en précarité ? La position que nous défendons ici est que *viser l'émancipation de tou.te.s implique la participation de tou.te.s*⁴ : pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, les mécanismes de domination afin de les transformer, il nous faut donner la parole aux exclu.e.s, les côtoyer, réfléchir avec eux-elles. Comment alors rêver « demain » avec les plus pauvres, dans un dialogue ? Comment sortir du manque de diversité d'une majorité des publics qui sillonnent les initiatives de transition.

La transition c'est PAR les riches ?

La critique récurrente formulée à l'encontre des initiatives de transition tient en un mot : "l'entre-soi". Et ce malgré la volonté de nombreux.se.s transitionneur.se.s de s'ouvrir à un plus large public. En effet, ils-elles sont nombreux.ses à se préoccuper de la diversité sociale de leurs initiatives. Cependant cette préoccupation reste souvent à l'état d'esquisse et la question de pourquoi et comment pluraliser les milieux sociaux touchés reste sans doute trop peu approfondie. Pour avancer, plusieurs questions mériteraient d'être explorées : à quel point les transitionneuse.rs sont-ils convaincus de l'importance de dialoguer avec les plus pauvres ? Envisagent-ils une réelle co-construction avec des publics aux aspirations et compétences différentes au point de voir leur projets être éventuellement bousculés ou déplacés ? Les préjugés sur les pauvres (qu'ils ne se préoccupent pas de changer la société, qu'ils sont souvent idiots, etc.) ne sont-ils pas encore fort répandus dans le publics des projets de transitions ? Et les transitionneuse.rs connaissent-ils vraiment les conditions d'existence des précaires ? A partir de cette dernière question, nous avons voulu, dans cette fin d'article, mettre en lumière toute une série d'éléments souvent impensés par les transitionneur.se.s qui rendent problématiques une coconstruction avec des initiatives avec les publics fragilisés. Parmi ces éléments figure une connaissance insuffisante de la réalité des personnes vivant dans la pauvreté. Parcourons trois exemples.

- La transition comme éducation à la vie bonne

« Les gens qui vivent dans la précarité [...] en ont assez d'être d'abord utilisés et vus comme des « à éduquer » » (Christine Mahy, directrice du Réseau Wallon de Lutte contre la pauvreté).

3 Hermant Paul (2017), "La pauvreté, impensé des 'transitionneurs' ?" dans Pour écrire la liberté, Hors Série, déc-fév, pp23-25.

4 Roy Axel, Idem.

Beaucoup de projets en transition se construisent avec l'intention d'apprendre les bonnes pratiques à d'autres citoyen·ne·s. Si le ou la transitionneuse.r méconnaît le fait que les plus pauvres sont déjà - dans la majorité des espaces - vu·e·s comme des bon·ne·s à rien qu'il s'agit de remettre dans le droit chemin, il.elle risque d'associer des personnes précaires à son projet avec l'unique objectif de leur enseigner les principes d'une vie meilleure : comment mieux se nourrir (bio, local, de saison...), comment cuisiner zéro déchet, comment communiquer de façon non violente... Si aucun dialogue n'a été établi au préalable, si aucun besoin n'a été exprimé et aucun projet créé collectivement, le résultat sera une impression pour la personne précaire d'un jugement sur son mode de vie. Le risque est aussi de nier les conditions objectives qui empêchent les plus pauvres de modifier certains de leurs comportements et de les voir comme des personnes qui n'ont pas compris et à qui il faut expliquer. A l'inverse, les personnes qui travaillent avec les plus pauvres attirent l'attention sur l'importance de partir d'une relation de confiance entre des personnes considérées sur le même pied, ayant chacun.e.s des compétences à partager. Il s'agit également d'identifier les stratégies développées par les plus précaires pour supporter les impasses auxquelles ils·elles sont confronté·e·s au quotidien.

« Les gens savent qu'ils mangent de la merde en général. Ça arrive que, à un moment donné, on ne peut plus avoir envie de le savoir. Quand on est dans le trop peu de tout, on ne va pas se torturer tous les jours à se dire qu'on mange de la merde. On se convainc que ce qu'on a, c'est ce qui est bon » (Ch. Mahy).

- La transition comme participation

« Un pauvre tout cassé qui ne sait pas aller bêcher devra pouvoir bénéficier pourtant des bons légumes même s'il s'assied sur une chaise et qu'il regarde les autres bêcher » (Ch. Mahy)

Dans les initiatives de transition, la participation est énormément valorisée. Vous êtes à peine arrivé·e dans un groupe d'achat en commun que l'on vous demande déjà si vous pouvez vous occuper du lien avec un·e producteur·rice. Dès la première invitation à une rencontre de « Outsiplou en transition », on vous demande de venir avec votre plat pour l'auberge espagnole, vos vêtements à donner pour la friperie, votre idée sur l'avenir de la transition... Ce qui part d'une très bonne intention (vouloir sortir le·a citoyen·ne de son rôle de consommateur·rice passif·ve et d'aspirer à ce que tou·te·s, nous soyons acteur·rice·s du futur) peut rapidement se transformer en charge mentale et/ou physique supplémentaire. Celui·celle qui est déjà épuisé·e ou broyé·e par sa réalité quotidienne satisfera difficilement cette norme sociale de participation. Comment éviter de recréer dans la transition un espace méritocratique ? Comment passer d'une transition où la reconnaissance et les gratifications sont uniquement liées à la participation active à une transition qui pense aussi des mécanismes de « sécurité sociale » (Ch. Mahy) ? *Et puis comment laisser dans nos projets de la place pouvoir recevoir ce que les plus pauvres peuvent apporter ?*

- La transition comme techniques imposées

“On ne compte plus (dans les CPAS) les ateliers destinés aux allocataires sociaux consacrés au bien-être et au Zen (on y apprend même à enlacer des arbres), à la culture maraichère ou bien encore à la cuisine saine, locale et de saison” (Paul Hermant, 20085).

Les initiatives valorisées dans le mouvement de la transition ont été récupérées par les institutions en charge d'encadrer les plus pauvres. Or, entre ceux·celles qui choisissent librement de participer aux potagers collectifs et ceux·celles qui - dans le programme de réinsertion du CPAS - se voient imposer la participation à des pratiques de maraîchage ou de cuisine saine, la différence est de taille. Car si la participation librement choisie garantit aux transitionneur·se·s bien-être, épanouissement et convivialité, son caractère contraignant pour les plus pauvres leur laissera un goût bien plus amer.

“Les pauvres en ont marre de bêcher” (Paul Hermant, 20176)

Ces trois éléments plaident en faveur d'une plus grande connaissance par les transitionneur·se·s des conséquences quotidiennes de la précarité sur la vie quotidienne afin d'envisager les conditions de rencontres en mixité sociale.

A côté de la méconnaissance de la réalité des personnes précaires, un obstacle au métissage des publics concerne les codes culturels, souvent implicites, qui jalonnent le monde de la transition. Une des preuves en est la difficulté rencontrée pour réaliser cet article de mener une petite enquête sur la transition auprès des publics précarisés. Le mot « transition » est tellement connoté et difficile à définir qu'il est pour l'instant utilisé uniquement par ceux·celles qui en connaissent déjà les codes et les références (le film « Demain », le manuel de Rob Hopkins, etc.). Ces codes implicites, qui conditionnent la reconnaissance comme « bon·ne transitionneur·se », peuvent ainsi mener à l'exclusion de ceux·celles qui ne les ont pas compris. Quels sont ces codes implicites ?

Par exemple, le type de participation attendu dans les initiatives de transition repose sur des références communes, qui ne sont pas socialement neutres.

- L'auberge espagnole est un classique du monde de la transition mais en général tout n'y est pas valorisé. Celui·celle qui vient avec un paquet de chips n'est pas toujours considéré comme légitime (sauf si ce sont des chips faits maison). On attend le plus souvent de celui·celle qui participe à l'évènement un plat fait maison, bio, sans emballages, si possible avec les légumes du jardin.
- La volonté de convivialité, c'est-à-dire de créer des espaces où chacun·e se sent bien peut parfois entraîner des dommages collatéraux. L'attente implicite d'une présence souriante, rayonnante, enthousiaste... peut parfois empêcher ceux·celles qui sont meurtri·e·s par une existence plus difficile de répondre à ces critères. Et les dilemmes où se jouent ces rapports de classes sont détectables en de nombreuses occasions. Pensons par exemple à un habitat groupé qui met un logement en location : comment une personne précarisée qui travaille beaucoup, qui ne s'exprime pas facilement en public et est fort déprimée suite à son divorce va-t-elle pouvoir bénéficier du bien si, à côté d'elle, postule également un jeune couple circulant à vélo, très disponible pour la vie en commun, lui se formant aux massages et elle maraîchère dans une Amap⁷ ? Comment faire pour que les avantages de la vie de transitionneur·ne·s ne soient pas réservés à ceux·celles qui y sont déjà socialisé·e·s ?

6 Hermant, Paul, intervention dans le cadre de la conférence « la transition, c'est pour les riches ? » organisée par Vie Esem, juin 2018.

7 Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

Réfléchir aux impensés de la transition invite à repenser nos projets et notre conception de la transition. Une meilleure connaissance des réalités vécues par les plus pauvres doit notamment nous prémunir de tout discours simplificateur sur la liberté de choix, indépendamment du contexte socio-culturel d'existence.

« Au fil des conversations revient quand même souvent l'idée que : oui mais enfin, moi un jour, j'ai fait un choix. Comme s'il suffisait de faire un choix. Un jour, j'ai fait un choix de manger autrement, un jour, j'ai fait un choix d'acheter autrement, un jour j'ai fait le choix de me déplacer autrement : un jour j'ai fait un choix ! » (Ch. Mahy).

De toute bonne foi, les transitionneuse.r.s qui tiennent ce discours veulent souvent se démarquer de tous ceux.celles qui ont les mêmes conditions sociales qu'eux mais ne bougent pas et continuent à contribuer au productivisme ou au consumérisme ambiant. L'assertion est cependant problématique parce que le glissement est facile vers un discours où est oublié

« que personne ne fait un choix sans que ce choix soit conditionné par l'ensemble des contingences qui sont autour de nous : qui on est, dans quoi on grandit, comment on bouge, les problèmes qu'on rencontre, etc. » (Ch. Mahy).

Un autre glissement peut également se faire sentir à partir des discours qui invitent à ne pas tenir compte du politique, à construire une alternative à côté sans attendre que les institutions ne se transforment. Ces discours oublient que notre expérience de la politique institutionnelle n'est pas la même selon notre niveau de revenu. Comme le montre le sociologue Edouard Louis, quand on fait partie des milieux précaires, la politique impacte jusqu'à nos corps, puisque notamment, une décision peut faire que l'on ne peut plus manger certains jours⁸. Pouvoir vivre sans se préoccuper des décisions politique est un luxe que tout le monde ne peut pas s'offrir...

En conclusion, cet article ne vise pas à dévaluer la transition et l'extraordinaire créativité qui se déploie dans les initiatives citoyennes, mais bien à mettre en débat certains des pris pour acquis de cette nébuleuse et permettre ainsi aux transitionneur-se-s d'aller encore plus loin dans l'invention d'une société à la fois plus verte, plus inclusive et plus juste⁹.

8 Edouard Louis (2018), Qui a tué mon père, Seuil.

9 A suivre dans l'étude que la Fucid sortira en décembre 2019.

